

pour coordonner l'organisation des Interahamwe. Par après, j'ai quitté Bukavu pour le camp de Mugunga. Ce que j'ai vu quand j'étais à Bukavu, c'est que des Français ont donné des armes aux ex-FAR dans le camp de Panzi et Sayo, et aux Interahamwe dans le camp de Bulonge et d'Inera.

A Goma, les Français ont acheminé des armes dans le camp de Katindo. Quand j'étais à Mugunga, nous faisons des entraînements en utilisant des armes que des Français avaient remis aux FAR après la traversée de la frontière qui a suivi notre exil. Nous étions commandés par le colonel Bivugabagabo [il vit actuellement en France]. Les Français ne se montraient pas ouvertement. Bivugabagabo et son entourage nous montraient du matériel militaire et nous disaient que nous avons des soutiens extérieurs. C'est ainsi que nous avons pu mener des opérations au Rwanda, à Iwawa, Kanama et Nyamyumba. En outre, au camp du lac vert vivaient les militaires, qui ne voulaient pas se mêler dans les combats parce qu'il y avait eu des divisions entre les Bakiga et les Banyenduga, et à cette époque ils soutenaient plutôt les Interahamwe qui étaient commandés par BIVUGABAGABO, qui nous entraînait.

48. Jean Baptiste Twagirayezu

Jean Baptiste Twagirayezu, né en 1961, il est originaire de la cellule de Gasata Secteur de Rwankuba. En 1994, il était enseignant à l'école primaire de Gasata à Gishyita, et c'est lui qui a accompagné un groupe de journalistes et militaires français qui s'est rendu à Bisesero le 27 juin 1994. Il a avoué sa culpabilité pour sa participation au génocide. La Commission l'a auditionné en sa séance publique du 15/12/2006.

Son témoignage porte sur la situation qui régnait à Gishyita un peu avant l'arrivée des militaires français, sur leur installation dans cette zone et sur son propre voyage à Bisesero avec un groupe de journalistes et de militaires français.

« Avant l'arrivée des militaires français de l'opération Turquoise à Gishyita, les autorités avaient annoncé leur venue et avaient demandé à la population de les accueillir chaleureusement avec des applaudissements, car ils venaient aider et soutenir les Hutu. Par ailleurs, le communiqué exhortant et encourageant la population à chasser et à tuer l'ennemi, qui n'était autre que le Tutsi, venait d'être diffusé partout, à telle enseigne que la population était très excitée quand les militaires français sont arrivés. Pendant cette période, je me rendais souvent à Gishyita pour vérifier l'arrivée de nos salaires chez l'inspecteur des écoles de la commune, et c'est ainsi que j'ai remarqué la présence militaire de Turquoise à Gishyita, à une date que je ne peux plus bien préciser mais qui est postérieure au 20 juin 1994, qui pourrait être le 22 ou le 23.

A Gishyita les militaires logeaient dans la maison qui était normalement destinée à la résidence du bourgmestre. Comme j’y allais souvent, je les y voyais, ils y avaient leur campement. Ils tenaient une barrière tout près de cette résidence, au poteau qui était sur la route qui mène à Cyangugu. Les autres campaient au Centre Communal de Développement et de Formation Professionnelle (CCDFP) où les Interahamwe faisaient leurs entraînements. Mon jeune frère participait à ces entraînements, et les militaires français y assistaient et les regardaient. Par ailleurs, les véhicules transportant les assaillants - les génocidaires armés de fusils, de lances, de machettes, d’ « Ibisongo⁴ »- à Bisesero passaient impunément sur cette barrière des militaires français. Nous mêmes les voyions passer. Après l’entraînement des Interahamwe au CCDFP ; le bourgmestre les transportait à Bisesero au vu des militaires français.

Toujours dans la même période, Sikubwabo a tenu une réunion avec les Français à Gishyita. Il leur a demandé de l’aider à décimer les Inyenzi qui se trouvaient à Bisesero, parce qu’il disait qu’ils avaient tué ses hommes dont un sous -lieutenant et ses policiers. Il menaçait de démissionner de son poste s’ils n’acceptaient pas. Ils ont accepté. Sikubwabo et les Interahamwe armés se réunissaient chez le conseiller Mika devant sa maison, dans la cour qui se trouvait juste en haut de l’endroit où se trouvait la barrière des militaires français, avant de monter à Bisesero. Il va donc de soi que ces derniers étaient bien au courant de ce qui se passait. En plus de cela, les militaires français qui se trouvaient à Gishyita avaient des jumelles avec lesquelles ils suivaient ce qui se passait à Bisesero.

Un jour, de chez Fundi et au siège du bureau de la commune Gishyita, à l’aide des jumelles ils observaient ce qui se passait à Bisesero, et ils ont demandé au Bourgmestre Sikubwabo : « Qui sont ces gens qui sont en train de frapper les autres avec des gourdins, nous les voyons avec les armes ? ». Il leur a répondu : « Mais ce sont des Inkotanyi qui tuent des Hutu ». Les militaires français n’étaient pas dupes car ils avaient une bonne collaboration avec le bourgmestre. Ils sont restés donc indifférents et ne s’inquiétaient de rien. Précisons que la route principale Bisesero se trouve à une dizaine de kilomètres de Gishyita et que la distance qui sépare les deux collines peut être parcouru à moins d’une heure, en passant par les sentiers traditionnels et qu’à Gishyita tout le monde entendait des tirs d’armes de Bisesero, y compris les Français.

Vers la fin du mois de juin 1994, un jour qui se situe entre le 20 et le 30, vers 13h30-14h00, deux ou trois jours après l’installation des militaires français à Gishyita, d’autres militaires français venus de Kibuye sont arrivés à Mubuga. Lorsque les gens les ont vus, ils étaient contents, mais ne pouvaient pas communiquer avec eux parce qu’ils ne comprenaient pas le français. Ils m’ont trouvé au bar qui appartenait à Léonard Mpamira à Mubuga. Nous nous sommes salués. Quand ils ont remarqué

⁴ Piquets en bois aiguisés et pointus qu’on utilisait comme arme.

qu'on pouvait se comprendre, ils m'ont demandé ma carte d'identité. Je la leur ai montrée. Comme elle était très vieille, ils m'ont demandé également ma carte de travail que j'ai aussi présentée. Ils m'ont demandé si je connaissais Bisesero, j'ai dit oui, puis, un militaire du nom de Diego m'a acheté une bouteille de Primus, puis ils m'ont demandé d'aller leur montrer les Tutsi de Bisesero. Ils avaient deux véhicules. Quinze ou vingt soldats armés sont montés dans une grande jeep militaire deux autres personnes habillées en civil et moi sommes montées dans le minibus qui était à la tête du convoi, conduit par un chauffeur Zaïrois.

A mi-chemin, ils m'ont demandé : S'il y avait des Inkotanyi à Bisesero et ce qui s'y passait. Je leur ai dit : «Oui, ils sont là », parce que Sikubwabo avait dit qu'ils avaient tué ses policiers. Ils m'ont demandé combien ils étaient. Je leur ai dit qu'ils étaient nombreux. Lorsque nous sommes arrivés à Bisesero à un endroit nommé Byiri, nous avons vu quelqu'un qui se tenait debout sur la falaise au-dessus de la route, tout en haillons, et ils m'ont demandé qui il était. J'ai répondu que c'était un Tutsi, et ils se sont arrêtés immédiatement. Le véhicule de devant s'est arrêté à côté de la falaise, et la Jeep s'est arrêtée derrière nous. Les soldats français en sont sortis en sautant. Certains regardaient devant, les autres derrière. Ils tenaient leurs armes en les pointant dans différentes directions. Ils ont appelé ce Tutsi et ils lui ont parlé. C'était Eric Nzabahimana, il parlait français. Il leur a expliqué comment les Tutsi ont été massacrés et comment leurs maisons ont été détruites, comment leur bétail a été enlevé et mangé, leurs récoltes pillées, comment ils étaient toujours pourchassés, en train d'errer ici et là en se cachant dans les tranchées et dans les forêts.

Au fur et à mesure qu'ils discutaient avec ces militaires, les autres rescapés de cette colline sont venus petit à petit. Ils avaient faim, ils n'avaient presque pas d'habits, ils étaient vraiment dans un lamentable état. Quant ils m'ont aperçu, ils ont crié en disant que je suis Interahamwe et c'était vrai. Je me suis retrouvé dans une situation embarrassante et les militaires français m'ont reconduit dans le minibus, mais je suivais tout ce qui se passait. Ils ont supplié ces militaires : « Essayez de nous faire quitter cet endroit pour que nous ne soyons pas exterminés, car nous restons très peu nombreux. Nous venons de subir une attaque, tirez-nous d'ici ».

Les militaires français n'ont pas réagi jusqu'au moment où les rescapés ont amené un cadavre qui venait d'être tué directement par les Interahamwe. Ils ont dit : « Regardez ce qu'ils nous font, si nous restons et que nous passons encore une nuit ici, nous serons tous massacrés ». Les militaires français leur ont alors demandé de remettre le cadavre là où ils l'avaient trouvé. Apparemment, ce que ces rescapés leur disaient ne les préoccupait pas. Ils leur ont demandé le nombre de survivants par estimation et ont demandé de dire aux autres de sortir de leurs

cachettes en promettant qu'ils reviendraient les secourir dans trois jours.

Lorsque les militaires français discutaient avec ces gens de Bisesero, les Interahamwe qui venaient de les attaquer étaient à quelques mètres, et leur interlocuteur qui leur avait montré la personne qu'ils venaient de tuer directement le leur avait dit aussi. Ces militaires étaient suffisamment armés pour pouvoir assurer la sécurité de ces gens. L'intervention de deux ou trois militaires français aurait suffi pour dissuader les assaillants, mais ils n'ont rien. Ils sont remontés dans leurs véhicules et les réfugiés se sont sentis trahis, criant, essayant de courir après les véhicules pour les supplier de ne pas les abandonner. Mais ces militaires sont repartis en rigolant. Au retour, nous nous sommes arrêtés au carrefour des routes Gisovu et Gishyita, vers Mubuga, et un des militaires a sorti un appareil radiophonique qu'il a mis par terre pour passer son message pendant environ 5 minutes avant de reprendre la route. Il a donné son coup de fil à voix basse afin de ne pas se faire entendre par le reste du convoi. Ils m'ont ramené à Mubuga vers 18h00 puis ils sont retournés à Gishyita.

Dès mon retour à Mubuga, le soir même, je suis allé au bar « Abadacogora d'un certain Athanase Namuhoranye où se rassemblaient souvent les miliciens après leurs forfaits. Il y avait différentes personnes dont l'assistant bourgmestre Kananira, le conseiller de Gishyita Muhayimana Mika, Ngerageze et différents autres cadres de la commune Gishyita. Je leur ai rapporté tout le déroulement de mon voyage à Bisesero, l'estimation du nombre des survivants qu'il y'avait encore et la promesse que leur faite par les militaires français. J'ai passé la nuit à Mubuga. Le lendemain, très tôt le matin vers 5h30, j'ai emprunté une moto pour aller chez le bourgmestre Sikubwabo pour lui donner également le rapport de mon voyage. Je l'ai averti que les Français avaient promis aux gens de Bisesero de revenir à leur secours dans trois jours.

[...] Comme j'avais averti les Interahamwe et le Bourgmestre, durant les deux jours qui ont suivi c'est-à-dire le 28 et le 29/06/1994, les miliciens Interahamwe ont été très mobilisés pour intensifier leurs attaques à Bisesero avant le retour des militaires français qui sont partis porter secours aux survivants le 30/06/1994. Durant ces deux jours, des attaques de grande envergure ont été perpétrées sur Bisesero. Venant de Mubuga et de Gishyita, plus précisément de Chez Mika et de Chez Rutaganira, ces attaques étaient dirigées par le Bourgmestre Sikubwabo au vu et au su des militaires français qui étaient sur leur barrière et de ceux qui campaient au siège de la commune Gishyita . Pendant ces deux jours les tirs d'armes lourdes de Bisesero se faisaient entendre à Gishyita et il y a eu beaucoup de mort. Il est fort probable que les Interahamwe avaient reçu un renfort.

Par ailleurs, lors de ma fuite vers Cyangugu, je suis passé par une barrière tenue par les soldats français, dans la cellule Nyehonga, secteur Kigarama, et ils contrôlaient les cartes d'identité. Si un Tutsi était identifié, on le battait. Ils en ont battu un et nous avons tous eu peur. Nous avons fui. C'était sur la route qui mène à Butare. »

49. Jean-Claude Murejuru Tuyishime

Jean Claude Murejuru-Tuyishime est un commerçant rescapé du génocide originaire de Nyamata, province de l'Est. Il témoigne sur les actes des militaires français dans la région de Bugesera. Il a été entendu par la Commission au cours de ses enquêtes en date du 5 janvier et du 10 août 2007. Il parle notamment de la tenue de barrières par les militaires français et de la formation des milices dans la région de Gako.

« J'ai vu les militaires français arriver au camp Gako en 1992 et y ériger des barrières. Un militaire rwandais et un militaire français contrôlaient la barrière de Gako. Le Rwandais servait d'interprète au Français. Ce dernier m'a demandé ma carte d'identité. Lorsqu'il a vu que j'étais tutsi, il s'est écrié : 'tutsi' ! Du coup, le militaire rwandais m'a demandé à la fois mon livret de participation aux travaux communautaires obligatoires 'Umuganda', ainsi qu'une quittance justifiant ma cotisation de soutien aux FAR. Le militaire français a lu les documents. Quand il a vu la mention « Umuganda », il a confondu avec « Umugande » en langue rwandaise « ressortissant ougandais » et a aussitôt ordonné que je sois emprisonné à l'intérieur du camp militaire. J'ai insisté auprès du militaire rwandais pour qu'il explique au Français que j'étais innocent, mais il n'a pas voulu m'écouter.

Arrivé près du cachot, j'ai croisé un militaire rwandais nommé Alphonse Ngezamaguru, qui était un ami d'enfance. Il m'a abordé et je lui ai exposé mon problème. Il m'a dit qu'il allait m'aider, mais que je devais patienter. J'ai été enfermé au cachot. Il y avait de nombreux civils enfermés là depuis quelques jours. Ils m'ont raconté que chaque jour, on choisissait ceux qui devaient être tués. Vers 16h30, mon ami Alphonse m'a sorti du cachot et m'a montré une destination que je devais suivre pour quitter le camp. J'ai couru et j'ai pu ainsi échapper au sort réservé aux autres.

[...] Quand je revis Alphonse Ngezamaguru chez lui pendant son congé, plusieurs jours plus tard, il m'apprit que j'ai eu de la chance, car tous mes co-détenus ont été tués après mon évasion. Je précise que sur cette barrière de Gako, ce sont les militaires français qui arrêtaient et interrogeaient les civils, et décidaient le cas échéant de leur mise en détention. Les militaires rwandais n'intervenaient que lorsque la personne arrêtée ne parlait pas français.